

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2014

L'an deux mille quatre, le quinze avril 2014, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 9 avril 2014, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Amédée MATRAIRE pouvoir à M. Séverin BATFROI - Mme Brigitte GALLO pouvoir à Mme Christine DURAND.

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	31
Nombre de votants	:	33

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Dominique IZZO a été désigné comme secrétaire de séance.

Adoption à l'unanimité des membres présents et représentés du compte rendu du conseil municipal du 29 mars 2014.

DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2013 - BUDGET PRINCIPAL VILLE

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Après examen du compte administratif 2013 du budget principal de la Commune et du compte de gestion 2013 du Trésorier de Fontaine ;

PROPOSE au conseil municipal :

Ville de Sassenage
B.P. 31
38360 Sassenage

Numéro unique pour tous les services municipaux

N° Azur 0 810 038 360
PREMIER APPEL LOCAL

Fax : 04 76 53 52 17

mairie@sassenage.fr

www.sassenage.fr

Imprimé sur papier aux normes environnementales

PEFC 10-31-2334 / Certifié PEFC / pefc-france.org

D'APPROUVER le compte administratif 2013 du budget principal de la Ville, tel qu'il est résumé ci-dessous :

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	SECTION DE FONCTIONNEMENT	16 189 646.23 €	17 291 444.07 €
	SECTION D'INVESTISSEMENT	4 761 261.51 €	4 540 114.10 €
+			
REPORTS DE L'EXERCICE 2012	Reports en section de fonctionnement (002)		2 718 088.49 €
	Reports en section d'investissement (001)	882 114.01 €	

=

TOTAL (réalisations + reports 2012)	21 833 021.75 €	25 549 646.66 €
-------------------------------------	-----------------	-----------------

RESULTAT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2013			
	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
SECTION DE FONCTIONNEMENT	16 189 646.23 €	20 009 532.56 €	3 819 886.33 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	5 643 375.52 €	4 540 114.10 €	- 1 103 261.42 €

DIRE que l'excédent de la section de fonctionnement est de 3 819 886.33 €,

DIRE que le besoin de financement de la section d'investissement est de -1 103 261.42 €,

DIRE que les restes à réaliser en 2013 sont les suivants :

RESTES A REALISER			
		DEPENSES	RECETTES
RESTES A REALISER A REPORTER EN 2014	Section d'investissement	386 509.88 €	128 850.00 €
	Total des restes à réaliser à reporter en 2014	386 509.88 €	128 850.00 €

DE CONSTATER que les résultats des opérations sont identiques à ceux du compte de gestion du Trésorier de Fontaine,

D'APPROUVER le compte de gestion de la Trésorerie de Fontaine.

Le Maire sort de la salle du conseil municipal au moment du vote.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'APPROUVER le compte administratif 2013 du budget principal de la Ville, tel qu'il est résumé ci-dessous :

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	SECTION DE FONCTIONNEMENT	16 189 646.23 €	17 291 444.07 €
	SECTION D'INVESTISSEMENT	4 761 261.51 €	4 540 114.10 €
+			
REPORTS DE L'EXERCICE 2012	Reports en section de fonctionnement (002)		2 718 088.49 €
	Reports en section d'investissement (001)	882 114.01 €	
=			
TOTAL (réalisations + reports 2012)		21 833 021.75 €	25 549 646.66 €

RESULTAT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2013			
	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
SECTION DE FONCTIONNEMENT	16 189 646.23 €	20 009 532.56 €	3 819 886.33 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	5 643 375.52 €	4 540 114.10 €	- 1 103 261.42 €

DIRE que l'excédent de la section de fonctionnement est de 3 819 886.33 €,

DIRE que le besoin de financement de la section d'investissement est de -1 103 261.42 €,

DIRE que les restes à réaliser en 2013 sont les suivants :

RESTES A REALISER			
RESTES REALISER A REPORTER EN 2014	A	DEPENSES	RECETTES
	Section d'investissement	386 509.88 €	128 850.00 €
	Total des restes à réaliser à reporter en 2014	386 509.88 €	128 850.00 €

DE CONSTATER que les résultats des opérations sont identiques à ceux du compte de gestion du Trésorier de Fontaine,

D'APPROUVER le compte de gestion de la Trésorerie de Fontaine.

DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRINCIPAL VILLE - AFFECTATION DES RÉSULTATS 2013

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire M14 ;

VU le compte administratif 2013 de la Commune et le compte de gestion du Trésorier de Fontaine ;

VU les délibérations du conseil municipal du 15 avril 2014 approuvant le compte administratif 2013 et le compte de gestion 2013 du Trésorier de Fontaine ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		
Résultat de fonctionnement		
A - Résultat de l'exercice :		+1 101 797.84 €
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		
B - Résultats antérieurs reportés :		+ 2 718 088.49 €
ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		
C Résultat à affecter :		
1) = A+B (hors restes à réaliser)		
(Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		
Résultat à affecter	Total (C)	+ 3 819 886.33 €
D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -)		
D 001 (besoin de financement au compte de gestion)		- 221 147.41 €
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		
Résultats antérieurs reportés :		- 882 114.01 €
ligne 001 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		
R 001 (excédent de financement au compte de gestion)		0 €
D 001 (besoin de financement)		
	Total (D)	- 1 103 261.42 €
Rappel pour information :		
Solde des restes à réaliser d'investissement : recettes		+ 128 850.00 €
dépenses		- 386 509.88 €
AFFECTATION (=G+H)		
1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement		1 360 921.30 €
2) H - Report en fonctionnement R 002		+ 2 458 965.03 €
DÉFICIT REPORTÉ		0.00 €

D'ARRETER les résultats de la section de fonctionnement de la Commune à la clôture de l'exercice 2013,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme cité dans le tableau ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel**

D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		
Résultat de fonctionnement		
A - Résultat de l'exercice : précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		+1 101 797.84 €
B - Résultats antérieurs reportés : ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		+ 2 718 088.49 €
C Résultat à affecter :		
1) = A+B (hors restes à réaliser)		
(Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		
Résultat à affecter	Total (C)	+ 3 819 886.33 €
D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -)		
D 001 (besoin de financement au compte de gestion) précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		- 221 147.41 €
Résultats antérieurs reportés : ligne 001 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		- 882 114.01 €
R 001 (excédent de financement au compte de gestion)		0 €
D 001 (besoin de financement)	Total (D) –	1 103 261.42 €
Rappel pour information :		
Solde des restes à réaliser d'investissement : recettes		+ 128 850.00 €
dépenses		- 386 509.88 €
AFFECTATION (=G+H)		
1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement		1 360 921.30 €
2) H - Report en fonctionnement R 002		+ 2 458 965.03 €
DÉFICIT REPORTÉ		0.00 €

D'ARRETER les résultats de la section de fonctionnement de la Commune à la clôture de l'exercice 2013,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme cité dans le tableau ci-dessus.

DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRIMITIF DE LA VILLE - EXERCICE 2014

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en séance du conseil municipal en date du 20 février 2014 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le budget primitif de la Ville 2014 arrêté aux chiffres suivants :

	DÉPENSES	RECETTES
SECTION DE FONCTIONNEMENT	18 594 906.03 €	18 594 906.03 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	6 569 117.30 €	6 569 117.30 €

Le montant total du budget 2014 de la Commune, équilibré en dépenses et en recettes, est arrêté en montant à 25 164 023.33 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'APPROUVER le budget primitif de la Ville 2014 arrêté aux chiffres suivants :

	DÉPENSES	RECETTES
SECTION DE FONCTIONNEMENT	18 594 906.03 €	18 594 906.03 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	6 569 117.30 €	6 569 117.30 €

Le montant total du budget 2014 de la Commune, équilibré en dépenses et en recettes, est arrêté en montant à 25 164 023.33 €.

DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - VOTE DES TAUX

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU le débat d'orientation budgétaire en date du 20 février 2014 ;

CONSIDERANT que les taux des 3 taxes locales directes n'ont pas été modifiés en 2013 ;

CONSIDERANT la volonté de la municipalité de ne pas augmenter les taux afin de ne pas alourdir la pression fiscale sur les foyers sassenageois ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE MAINTENIR les taux des trois taxes communales de Sassenage pour l'année 2014 comme suit :

Taxe d'Habitation (TH)	16.20 %
Taxe sur le Foncier Bâti (TF)	35.77 %
Taxe sur le Foncier non Bâti (TFNB)	68.61 %

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE MAINTENIR les taux des trois taxes communales de Sassenage pour l'année 2014 comme suit :

Taxe d'Habitation (TH)	16.20 %
Taxe sur le Foncier Bâti (TF)	35.77 %
Taxe sur le Foncier non Bâti (TFNB)	68.61 %

DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - SUBVENTIONS 2014

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en séance du conseil municipal en date du 20 février 2014 ;

VU la délibération en date du 20 février 2014 concernant le versement d'acomptes de subvention aux associations ;

VU la délibération du conseil municipal du 15 avril 2014 approuvant le budget 2014 ;

PRECISE que les acomptes versés conformément à la délibération en date du 20 février 2014 sont inclus dans les montants indiqués ci-dessous ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER le programme des subventions communales 2014 pour un montant de :

- 306 581 € aux associations,
- 374 000 € au CCAS de Sassenage,

tel que défini dans le tableau suivant et annexé au budget 2014 de la Commune, section de fonctionnement chapitre 65 pour les associations :

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2014	
Associations socioculturelles et diverses	
AIDE ET ACTION EN ISERE	400 €
A.N.A.C.R	200 €
ACADEMIE DE DANSE CORPS ET GRAPHIE	64 500 €
AMICALE DES DONNEURS DE SANG	300 €
AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS	300 €
AMIS DU CHÂTEAU	600 €
ART ET POTERIE MELUSINE	435 €
CREMATISTE SASSENAGE FONTAINE SEYSSINET	180 €
H.E.A.L.	550 €
NATIONALE DES CROIX DE GUERRE	100 €

ATELIER PHOTOGRAPHIE SASSENAGEOIS	450 €
BANQUE ALIMENTAIRE	500 €
CIE LES BLEUS DE SASSENAGE	300 €
CIE DES BRIGANDS DE LA PLUME	500 €
CLUB TEMPS LIBRE	400 €
CONCILIATEURS MEDiateURS DU DAUPHINE	100 €
CONFRERIE BLEU VERCORS SASSENAGE	1 500 €
ENVIRONNEMENT ET NATURE A SASSENAGE ENS	7 000 €
ESPOIR SASSENAGE	400 €
F.N.A.C.A.	500 €
GERINA SASSENAGE FOLK	200 €
GROUPE ITALIANISANT DE SASSENAGE	400 €
HYPE IN STYLE	8 600 €
LA CITE	14 000 €
LA ROUTE DE LA SOIE	350 €
LES CHŒURS DE SASSENAGE	400 €
LES CHŒURS EN FÊTE	300 €
LE SOLEIL SE LEVE A L'EST	200 €
LES RESTOS DU CŒUR	400 €
MOZAÏK DU MONDE	500 €
OISEAU CLUB DAUPHINOIS	300 €
ORCHESTRE HARMONIE DE SASSENAGE	4 000 €
RIGODONS ET TRADITIONS	1 000 €
SASSENAGE ENGLISH FRIENDSHIP	400 €
SASSENAGE PHILATELIE	280 €
SAUVETEURS SECOURISTES	4 200 €
SOCIETE MYCOLOGIQUE DE SASSENAGE	550 €
U.M.A.C.	540 €
U.N.R.P.A.	800 €
Total associations socioculturelles et diverses	116 635 €
Associations sportives	
ACCA SAINT HUBERT	450 €
AMICALE BOULE	800 €
ARCHERS DE L'OVALIE	1 500 €
AS FLEMING	400 €
ATHLETIC CLUB SASSENAGEOIS	1 200 €
AVIRON	500 €
BADMINTON CLUB	1 500 €
BASKET USS	9 000 €
CLUB MONTAGNARD SASSENAGEOIS	800 €
CYCLOTOURISME USS	1 000 €
ECOLE DE PLONGEE SASSENAGEOISE	200 €

FOOTBALL USS	23 500 €
FUTSAL	1 200 €
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	3 000 €
JUDO CLUB	7 000 €
KARATE CLUB	2 200 €
KEEP COOL SASSENAGE	400 €
NATATION	10 000 €
OPEX 38	150 €
PETANQUE LOISIRS SASSENAGE	900 €
PLAN D'EAU DE L'OVALIE	900 €
PLONGEE	1 100 €
ROLLERS HOCKEY	1 000 €
RSI	10 600 €
TENNIS CLUB	4 700 €
TENNIS DE TABLE	5 500 €
TRUITE SASSENAGE	600 €
TWIRLING BATON	3 000 €
VOLLEY ASS	500 €
Total associations sportives	93 600 €
Animations	
PNCO	4 500 €
Total animations	4 500 €
Scolaires	
SCOLAIRE : PROJETS PEDAGOGIQUES	18 500 €
SCOLAIRE : CLIS	7 000 €
SCOLAIRE : DDEN	200 €
SCOLAIRE : PROJETS CULTURELS	9 746 €
Total scolaires	35 446 €
Sass'Partage	
SASS'PARTAGE	13 000 €
Total Sass'Partage	13 000 €
TOTAL FONCTIONNEMENT 2014	263 181 €
SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	
LES AMIS DU CHÂTEAU	1 400 €
Total socioculturelles et diverses	1 400 €
AMICALE BOULE	400 €
JUDO CLUB	500 €
TENNIS CLUB	500 €
ATHLETIC CLUB SASSENAGEOIS	600 €

FOOTBALL USS	4 500 €
NATATION	1 500 €
FUTSAL	500 €
RSI	500 €
Total associations sportives	9 000 €
SASS'PARTAGE	30 000 €
Exceptionnelles non affectées	3 000 €
TOTAL SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES 2014	43 400 €
TOTAL GENERAL 2014	306 581 €

D'ADOPTER le programme de subventions ci-dessus,

D'INSCRIRE l'ensemble de ces programmes de subventions (associations et CCAS), au budget primitif 2014, chapitre 65.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER le programme de subventions ci-dessus,

D'INSCRIRE l'ensemble de ces programmes de subventions (associations et CCAS), au budget primitif 2014, chapitre 65.

<p align="center">DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES SUR EMPRUNTS</p>

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2013 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

CONSIDERANT que, dans le cadre d'une gestion prudente des comptes de la Commune, il y a lieu de provisionner pour risques et charges sur emprunts (budgétaires) dans le cadre des prêts structurés mis en place suite à renégociation ;

PROPOSE au conseil municipal de :

PROVISIONNER à hauteur de 600 000 € (montant total des intérêts provisionnés) à l'exercice 2014,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6862/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15112/ONV/01/Chapitre 040.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

PROVISIONNER à hauteur de 600 000 € (montant total des intérêts provisionnés) à l'exercice 2014,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6862/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15112/ONV/01/Chapitre 040.

DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - PROVISIONS POUR GARANTIES D'EMPRUNTS
--

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2252-1 et suivants, D2252-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU la délibération en date du 17 décembre 2008 relative aux provisions pour garanties d'emprunts ;

CONSIDERANT que, dans le cadre d'une gestion prudente des comptes de la Commune, il y a lieu de provisionner les garanties d'emprunts accordées aux bailleurs sociaux dans le cadre d'aménagements et d'opérations de construction de logements sociaux sur le territoire de la commune ;

PROPOSE au conseil municipal de :

PROVISIONNER à hauteur de 94 752.99 € (montant total des garanties annuelles) pour l'exercice 2014,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6862/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15172/ONV/01/Chapitre 040.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

PROVISIONNER à hauteur de 94 752.99 € (montant total des garanties annuelles) pour l'exercice 2014,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6862/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15172/ONV/01/Chapitre 040.

DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2013 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M49 ;

Après examen du compte administratif 2013 du budget annexe de l'eau et du compte de gestion 2013 du Trésorier de Fontaine ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le compte administratif 2013 du budget annexe de l'eau, tel qu'il est résumé ci-dessous :

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	SECTION DE FONCTIONNEMENT	110 717.03 €	664 852.49 €
	SECTION D'INVESTISSEMENT	249 287.98 €	419 904.38 €
		+	
REPORTS DE L'EXERCICE 2012	Reports en section de fonctionnement (002)		47 358.51 €
	Reports en section d'investissement (001)	111 506.32 €	
		=	
TOTAL (réalisations + reports 2012)		471 511.33 €	1 132 115.38 €

RESULTAT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2013			
	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
SECTION DE FONCTIONNEMENT	110 717.03 €	712 211.00 €	601 493.97 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	360 794.30 €	419 904.38 €	59 110.08 €

DIRE que l'excédent de la section de fonctionnement est 601 493.97 €,

DIRE que l'excédent de la section d'investissement est de 59 110.08 €,

DIRE que les restes à réaliser en 2013 sont les suivants :

RESTES A REALISER				
RESTES REALISER REPORTER 2014	A A EN		DEPENSES	RECETTES
		Section d'investissement	2 894.32 €	0 €
		Total des restes à réaliser à reporter en 2014	2 894.32 €	0 €

DE CONSTATER que les résultats des opérations sont identiques à ceux du compte de gestion du Trésorier de Fontaine,

D'APPROUVER le compte de gestion de la Trésorerie de Fontaine.

Le Maire sort de la salle du conseil municipal au moment du vote.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'APPROUVER le compte administratif 2013 du budget annexe de l'eau, tel qu'il est résumé ci-dessous :

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	SECTION DE FONCTIONNEMENT	110 717.03 €	664 852.49 €
	SECTION D'INVESTISSEMENT	249 287.98 €	419 904.38 €
+			
REPORTS DE L'EXERCICE 2012	Reports en section de fonctionnement (002)		47 358.51 €
	Reports en section d'investissement (001)	111 506.32 €	
=			
TOTAL (réalisations + reports 2012)		471 511.33 €	1 132 115.38 €

RESULTAT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2013			
	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
SECTION DE FONCTIONNEMENT	110 717.03 €	712 211.00 €	601 493.97 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	360 794.30 €	419 904.38 €	59 110.08 €

DIRE que l'excédent de la section de fonctionnement est 601 493.97 €,

DIRE que l'excédent de la section d'investissement est de 59 110.08 €,

DIRE que les restes à réaliser en 2013 sont les suivants :

RESTES A REALISER			
RESTES REALISER REPORTER 2014	A A EN		
		DEPENSES	RECETTES
		Section d'investissement	2 894.32 €
			0 €
		Total des restes à réaliser à reporter en 2014	2 894.32 €
			0 €

DE CONSTATER que les résultats des opérations sont identiques à ceux du compte de gestion du Trésorier de Fontaine,

D'APPROUVER le compte de gestion de la Trésorerie de Fontaine.

**DGASR- PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET ANNEXE DE L'EAU -
AFFECTATION DES RÉSULTATS 2013**

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire M49 ;

VU le compte administratif 2013 du budget annexe de l'eau et le compte de gestion du Trésorier de Fontaine ;

VU les délibérations du conseil municipal du 15 avril 2014 approuvant le compte administratif 2013 et le compte de gestion 2013 du Trésorier de Fontaine ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		
Résultat de fonctionnement		
<u>A - Résultat de l'exercice :</u>		+ 554 135.46 €
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		
<u>B - Résultats antérieurs reportés :</u>		+ 47 358.51 €
ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		
<u>C - Résultat à affecter :</u>		
1) = A+B (hors restes à réaliser)		+ 601 493.97 €
(Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		
Résultat à affecter	Total (C)	+ 601 493.97 €
<u>D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -)</u>		
D 001 (besoin de financement au compte de gestion)		+ 170 616.40 €
<u>- Résultats antérieurs reportés</u>		
D 001 (excédent de financement au compte de gestion)		- 111 506.32 €
D 001 (excédent d'investissement)	Total (D)	+ 59 110.08 €
Rappel pour information :		
Solde des restes à réaliser d'investissement (besoin)		- 2 894.32 €
AFFECTATION =		
1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement		56 215.76 €
2) H - Report en fonctionnement R 002		601 493.97 €
DÉFICIT REPORTÉ		0.00 €

D'ARRETER comme suit les résultats de la section de fonctionnement de la Commune à la clôture de l'exercice 2013 :

- un excédent de fonctionnement de : + 601 493.97 €

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme cité dans le tableau ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		
Résultat de fonctionnement		
<u>A - Résultat de l'exercice :</u> précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		+ 554 135.46 €
<u>B - Résultats antérieurs reportés :</u> ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		+ 47 358.51 €
C - Résultat à affecter : 1) = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		+ 601 493.97 €
Résultat à affecter	Total (C)	+ 601 493.97 €
<u>D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -)</u>		
D 001 (besoin de financement au compte de gestion)		+ 170 616.40 €
<u>- Résultats antérieurs reportés</u>		
D 001 (excédent de financement au compte de gestion)		- 111 506.32 €
D 001 (excédent d'investissement)	Total (D)	+ 59 110.08 €
Rappel pour information :		
Solde des restes à réaliser d'investissement (besoin)		- 2 894.32 €
AFFECTATION =		
1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement		56 215.76 €
2) H - Report en fonctionnement R 002		601 493.97 €
DÉFICIT REPORTÉ		0.00 €

D'ARRETER comme suit les résultats de la section de fonctionnement de la Commune à la clôture de l'exercice 2013 :

- un excédent de fonctionnement de : + 601 493.97 €

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme cité dans le tableau ci-dessus.

**DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET ANNEXE DE L'EAU -
EXERCICE 2014**

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire M49 ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en séance du conseil municipal en date du 20 février 2014 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le budget primitif du budget annexe de l'eau 2014 arrêté aux chiffres suivants :

	DÉPENSES	RECETTES
SECTION FONCTIONNEMENT DE	925 493.97 €	925 493.97 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	890 464.73 €	890 464.73 €

Le montant total du budget 2014 du budget annexe de l'eau, équilibré en dépenses et en recettes, est arrêté en montant à 1 815 958.70 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le budget primitif du budget annexe de l'eau 2014 arrêté aux chiffres suivants :

	DÉPENSES	RECETTES
SECTION FONCTIONNEMENT DE	925 493.97 €	925 493.97 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	890 464.73 €	890 464.73 €

Le montant total du budget 2014 du budget annexe de l'eau, équilibré en dépenses et en recettes, est arrêté en montant à 1 815 958.70 €.

DGASR – PÔLE RH - INDEMNITÉS DU MAIRE, DES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉLÉGUÉS

Christian COIGNÉ,

VU les articles L.2123-20 à L.2123-26 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux indemnités de fonction d'élus ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, complétant et modifiant lesdits articles ;

CONSIDERANT que le Maire, les Adjointes et les Conseillers municipaux délégués peuvent bénéficier d'indemnités de fonction ;

PRECISE que le nombre de conseillers municipaux délégués est fixé à 18 ;

INDIQUE que la base de calcul des taux maximums pour une commune de +10 000 habitants est la suivante :

Le Maire :

65 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, soit l'indice brut 1015 (article L.2123-23.1 du CGCT),

Les Adjointes :

27.50 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, soit l'indice brut 1015 (articles 81 et 96 de la loi du 27 février 2002),

PROPOSE au conseil municipal :

D'ATTRIBUER les indemnités suivantes, à compter du 29 mars 2014 :

Le Maire

49.99 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, soit l'indice brut 1015

Les Adjointes

22.36 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, soit l'indice brut 1015

Les Conseillers municipaux délégués

dans la limite de l'enveloppe budgétaire, les conseillers municipaux auxquels le Maire a délégué une partie de ses fonctions, percevront une indemnité mensuelle égale à 2.83 % de l'indice brut terminal 1015.

Ces indemnités seront versées mensuellement et suivront l'évolution des traitements appliqués aux fonctionnaires.

D'INSCRIRE au budget le crédit nécessaire au chapitre 65/6531.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ATTRIBUER les indemnités suivantes, à compter du 29 mars 2014 :

Le Maire

49.99 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, soit l'indice brut 1015

Les Adjoints

22.36 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, soit l'indice brut 1015

Les Conseillers municipaux délégués

dans la limite de l'enveloppe budgétaire, les conseillers municipaux auxquels le Maire a délégué une partie de ses fonctions, percevront une indemnité mensuelle égale à 2.83 % de l'indice brut terminal 1015.

Ces indemnités seront versées mensuellement et suivront l'évolution des traitements appliqués aux fonctionnaires.

D'INSCRIRE au budget le crédit nécessaire au chapitre 65/6531.

DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉLÉGATIONS DONNÉES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL
--

Séverin BATFROI,

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 permettant au Maire, par délégation du conseil municipal, d'être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat, de prendre certaines décisions relatives aux matières relevant en principe de la compétence de l'assemblée délibérante ;

CONSIDERANT que, dans un souci de bonne gestion et de célérité des décisions municipales, il convient que le conseil municipal délègue au Maire des pouvoirs dans un certain nombre de matières relevant des affaires courantes de la commune de Sassenage ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE DONNER DELEGATION au Maire, dans les matières suivantes, autorisées par l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, assorties des limites éventuellement mentionnées ci-dessous :

- D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- De fixer tous les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous les marchés et accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, sans limite de montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre afférentes ;
- De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- Dans le cadre des actions en justice à intenter par la commune de Sassenage ou intentées contre elle, de saisir et de représenter la commune, en toutes matières et devant toutes juridictions administratives ou judiciaires, tant pour les contentieux de l'annulation, de pleine juridiction en matière contractuelle et/ou de responsabilité

administrative que de contentieux répressif dans le cadre des contraventions de voirie ; de se porter partie civile au nom de la commune, afin d'ouvrir la possibilité d'obtenir réparation de tous les chefs de dommages, aussi bien matériels que corporels ou moraux ;

- De saisir et de représenter la commune, en toutes matières et devant toutes juridictions administratives ou judiciaires, tant pour les contentieux de l'annulation, de pleine juridiction en matière contractuelle et/ou de responsabilité administrative, et de se porter partie civile au nom de la commune, afin d'ouvrir la possibilité d'obtenir réparation de tous les chefs de dommages, aussi bien matériels que corporels ou moraux ;
- De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux en toute circonstance ;
- De donner, en application de l'article L.324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- D'exercer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du Code de l'urbanisme ;
- D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du Code de l'urbanisme ;
- De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;
- D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

D'AUTORISER le Maire, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-avant définies, à passer à cet effet les actes nécessaires ;

D'AUTORISER le Maire en cas d'empêchement, à charger, par délégation, un ou plusieurs adjoints municipaux à prendre en son nom tout ou partie des décisions relevant des attributions définies par la présente délibération ;

DE DIRE que conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, le Maire informera le conseil municipal des opérations réalisées dans le cadre des délégations reçues.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE DONNER DELEGATION au Maire, dans les matières suivantes, autorisées par l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, assorties des limites éventuellement mentionnées ci-dessous :

- D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;**
- De fixer tous les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;**
- De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous les marchés et accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, sans limite de montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;**
- De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;**
- De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre afférentes ;**
- De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;**
- De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;**
- D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;**
- De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;**
- De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;**

- De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- Dans le cadre des actions en justice à intenter par la commune de Sassenage ou intentées contre elle, de saisir et de représenter la commune, en toutes matières et devant toutes juridictions administratives ou judiciaires, tant pour les contentieux de l'annulation, de pleine juridiction en matière contractuelle et/ou de responsabilité administrative que de contentieux répressif dans le cadre des contraventions de voirie ; de se porter partie civile au nom de la commune, afin d'ouvrir la possibilité d'obtenir réparation de tous les chefs de dommages, aussi bien matériels que corporels ou moraux ;
- De saisir et de représenter la commune, en toutes matières et devant toutes juridictions administratives ou judiciaires, tant pour les contentieux de l'annulation, de pleine juridiction en matière contractuelle et/ou de responsabilité administrative, et de se porter partie civile au nom de la commune, afin d'ouvrir la possibilité d'obtenir réparation de tous les chefs de dommages, aussi bien matériels que corporels ou moraux ;
- De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux en toute circonstance ;
- De donner, en application de l'article L.324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- D'exercer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du Code de l'urbanisme ;
- D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du Code de l'urbanisme ;
- De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

- D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

D'AUTORISER le Maire, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-avant définies, à passer à cet effet les actes nécessaires ;

D'AUTORISER le Maire en cas d'empêchement, à charger, par délégation, un ou plusieurs adjoints municipaux à prendre en son nom tout ou partie des décisions relevant des attributions définies par la présente délibération ;

DE DIRE que conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, le Maire informera le conseil municipal des opérations réalisées dans le cadre des délégations reçues.

<p align="center">DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉLÉGATION DONNÉE AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL POUR LA GESTION ACTIVE DE LA TRÉSORERIE ET DE LA DETTE</p>

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2122-22-3 et 20, et L.2122-23, permettant au Maire, par délégation du conseil municipal, d'être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat, de prendre certaines décisions relatives aux matières relevant en principe de la compétence de l'assemblée délibérante ;

CONSIDERANT que, dans un souci de bonne gestion et de célérité des décisions municipales, il convient que le conseil municipal délègue au Maire des pouvoirs dans un certain nombre de matières relevant des affaires courantes de la Commune de Sassenage et notamment en matière de finances ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE DONNER DELEGATION au Maire, pendant toute la durée de son mandat, pour procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires, dans les limites suivantes :

Les contrats d'emprunt :

- Seront contractés sur une durée maximale de 20 ans ;
- Seront libellés en euro ;
- S'adosseront sur des taux d'intérêts fixes et/ou indexés (révisable ou variable) utilisés en zone euro, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en la matière ;
- Comporteront, le cas échéant après un processus de consultation et de négociation d'éventuels frais de dossiers, primes et commissions d'un montant maximal de 3% de l'encours ;

- S'amortiront sur un profil progressif ou constant.

Les contrats d'emprunt pourront comporter les options suivantes :

- L'exercice de droits de tirages échelonnés dans le temps avec une faculté de remboursement et/ou de consolidation par la mise en place de tranche d'amortissement ;
- La faculté de passer d'un taux fixe à un taux variable ou inversement ;
- La possibilité de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul des taux d'intérêt;
- Le choix de modifier la périodicité, le profil d'amortissement et durée d'amortissement.

Au titre de la délégation, le Maire pourra ainsi exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus. Le Maire pourra procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées ci-dessus pour les emprunts nouveaux.

DE DONNER DELEGATION au Maire pendant toute la durée de son mandat, de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 (possibilité de déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat pour certains fonds) et passer à cet effet les actes nécessaires,

La décision prise dans le cadre de la délégation comportera notamment :

- L'origine des fonds
- Le montant à placer
- La nature du produit souscrit
- La durée ou l'échéance maximale du placement.

Le Maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci-dessus et pourra procéder au renouvellement ou à la réalisation du placement.

DE DONNER DELEGATION au Maire, pendant toute la durée de son mandat, de procéder dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédits de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires, dans les limites fixées suivantes :

Ces ouvertures de crédit :

- Seront d'un montant maximum de 2 000 000 euros ;
- Seront d'une durée maximale de 12 mois à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière ;
- Comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants : EONIA, T4M, EURIBOR ou TAUX FIXE

D'AUTORISER le Maire, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-avant définies, à passer à cet effet les actes nécessaires ;

D'AUTORISER le Maire en cas d'empêchement, à charger, par délégation, un ou plusieurs adjoints municipaux à prendre en son nom tout ou partie des décisions relevant des attributions définies par la présente délibération ;

DE DIRE que conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, le Maire informera le conseil municipal des opérations réalisées dans le cadre des délégations reçues.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE DONNER DELEGATION au Maire, pendant toute la durée de son mandat, pour procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires, dans les limites suivantes :

Les contrats d'emprunt :

- **Seront contractés sur une durée maximale de 20 ans ;**
- **Seront libellés en euro ;**
- **S'adosseront sur des taux d'intérêts fixes et/ou indexés (révisable ou variable) utilisés en zone euro, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en la matière ;**
- **Comporteront, le cas échéant après un processus de consultation et de négociation d'éventuels frais de dossiers, primes et commissions d'un montant maximal de 3% de l'encours ;**
- **S'amortiront sur un profil progressif ou constant.**

Les contrats d'emprunt pourront comporter les options suivantes :

- L'exercice de droits de tirages échelonnés dans le temps avec une faculté de remboursement et/ou de consolidation par la mise en place de tranche d'amortissement ;
- La faculté de passer d'un taux fixe à un taux variable ou inversement ;
- La possibilité de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul des taux d'intérêt;
- Le choix de modifier la périodicité, le profil d'amortissement et durée d'amortissement.

Au titre de la délégation, le Maire pourra ainsi exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus. Le Maire pourra procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées ci-dessus pour les emprunts nouveaux.

DE DONNER DELEGATION au Maire pendant toute la durée de son mandat, de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 (possibilité de déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat pour certains fonds) et passer à cet effet les actes nécessaires,

La décision prise dans le cadre de la délégation comportera notamment :

- L'origine des fonds
- Le montant à placer
- La nature du produit souscrit
- La durée ou l'échéance maximale du placement.

Le Maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci-dessus et pourra procéder au renouvellement ou à la réalisation du placement.

DE DONNER DELEGATION au Maire, pendant toute la durée de son mandat, de procéder dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédits de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires, dans les limites fixées suivantes :

Ces ouvertures de crédit :

- Seront d'un montant maximum de 2 000 000 euros ;
- Seront d'une durée maximale de 12 mois à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière ;
- Comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants : EONIA, T4M, EURIBOR ou TAUX FIXE

D'AUTORISER le Maire, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-avant définies, à passer à cet effet les actes nécessaires ;

D'AUTORISER le Maire en cas d'empêchement, à charger, par délégation, un ou plusieurs adjoints municipaux à prendre en son nom tout ou partie des décisions relevant des attributions définies par la présente délibération ;

DE DIRE que conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, le Maire informera le conseil municipal des opérations réalisées dans le cadre des délégations reçues.

DGS – ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL QUI SIÈGERONT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

Nathalie BRITES,

VU les articles R.123-7 à R.123-15 du Code de l'action sociale et des familles concernant la composition et les modalités de renouvellement des membres du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;

VU l'article L.123-6 du Code de l'action sociale et des familles spécifiant que, outre son président, le conseil d'administration comprend des membres élus en son sein par le conseil municipal à la représentation proportionnelle et des membres nommés par le Maire ;

VU la délibération en date du 29 mars 2014 fixant le nombre de représentants siégeant au sein du conseil d'administration du CCAS de la Ville de Sassenage ;

RAPPELLE que chaque élection municipale s'accompagne du renouvellement du conseil d'administration et que cette instance est présidée de plein droit par le Maire pour la durée de son mandat ;

RAPPELLE que le conseil d'administration est constitué en nombre égal d'élus locaux désignés par le conseil municipal et de personnes issues de la société civile qualifiées dans le secteur de l'action sociale, comptant obligatoirement parmi elles :

- un représentant des associations familiales désigné sur proposition de l'UDAF,
- un représentant des associations de personnes handicapées,
- un représentant des associations de retraités et de personnes âgées,
- un représentant des associations œuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion ;

INDIQUE que les membres issues de la société civile ont été nommés par le Maire après appel à candidatures auprès des associations et qu'il convient maintenant de procéder à l'élection des 6 membres élus ;

PRECISE que le vote se déroule au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel ;

Le Maire propose, si l'ensemble des membres du conseil municipal en est d'accord, de procéder à un vote à main levée et, en concertation avec le groupe de l'opposition, de ne

proposer qu'une liste commune. Les membres du conseil municipal acceptent cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DIRE que les membres élus du conseil municipal siégeant au sein du conseil d'administration du CCAS sont les suivants :

- Madame Nathalie BRITES
- Madame Marie-Laure FELICI
- Madame Brigitte GALLO
- Madame Jeannine ANTOINE
- Madame Francette GIERCZAK
- Monsieur Pierre-Manuel CHAUVET.

**DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA
COMMUNE AU SIRD**

Christian COIGNÉ,

VU l'article L.5211-6 du Code général des collectivités territoriales stipulant que, dans un établissement public de coopération intercommunale, les délégués désignés pour former l'organe délibérant de l'établissement public sont élus au sein du conseil municipal de la commune qu'ils représentent ;

RAPPELLE que le Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du DRAC (SIRD) est un syndicat intercommunal à vocation multiple et que, à chaque élection municipale, il est nécessaire de renouveler les membres délégués qui siégeront en son sein ;

PRECISE que la représentation des communes au SIRD est de 4 délégués par communes conformément aux statuts du syndicat adoptés le 18 septembre 2013 et entrant en vigueur au 1^{er} avril 2014 ;

PRECISE que ces délégués sont appelés à siéger au sein de commissions dévolues à chacune des compétences du SIRD :

- Concertation et réflexion sur les aménagements, équipements ou projets spécifiques de la rive gauche du Drac, compte tenu de ses particularités géographiques, sociales, économiques et culturelles,
- Construction et maintenance des gymnases et équipements sportifs liés aux établissements scolaires,
- Insertion et emploi,
- Prévention de la délinquance.

Le nombre de délégués est donc fixé à 4 par commune.

RAPPELLE que l'élection a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le Maire a proposé, si l'ensemble des membres du conseil municipal en était d'accord, de procéder à un vote à main levée. Les membres du conseil municipal ont accepté cette proposition.

PROPOSE au conseil municipal :

DE PROCEDER à l'élection des 4 représentants du SIRD.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelynne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DIRE que les membres délégués pour siéger au SIRD sont désormais les suivants :

COMPETENCE :	NOM :
Concertation et réflexion sur les aménagements, équipements ou projets spécifiques de la rive gauche du Drac	Monsieur Philippe EVRARD
Construction et maintenance des gymnases et équipements sportifs liés aux établissements scolaires	Monsieur Séverin BATFROI
Insertion et emploi	Madame Florence FECHOZ CHRISTOPHE
Prévention de la délinquance	Monsieur Daniel D'OLIVIER QUINTAS

DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L.2121-22 du Code général des collectivités territoriales stipulant que, dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des Commissions d'Appel d'Offres (CAO) doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale ;

VU les articles 22 et 23 du Code des marchés publics relatifs à la composition de toute CAO ;

CONSIDERANT que chaque élection municipale s'accompagne du renouvellement des membres de la commission ;

CONSIDERANT que, pour une commune de 3 500 habitants et plus, les membres de la CAO sont obligatoirement le maire ou son représentant, président, et cinq membres du conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

RAPPELLE que l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Le Maire a proposé, si l'ensemble des membres du conseil municipal en était d'accord, de procéder à un vote à main levée et, après en concertation avec le groupe de l'opposition, de ne proposer qu'une liste commune pour l'élection des membres de la CAO. Les membres du conseil municipal ont accepté cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DIRE que les membres de la Commission d'Appel d'Offres sont désormais les suivants :

Président de droit : le Maire	
TITULAIRES :	SUPPLÉANTS :
Monsieur Amédée MATRAIRE	Monsieur Dominique IZZO
Monsieur Jérôme MERLE	Monsieur Daniel D'OLIVIER QUINTAS
Monsieur Jérôme BOETTI DI CASTANO	Monsieur Michel VENDRA
Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER	Monsieur Jean-Pierre RAVETTO
Madame Florence PARVY	Monsieur Yannick BELLE

**DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DES MEMBRES DE LA
COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX**

Christian COIGNÉ,

VU l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales relatif à la création dans les communes de plus de 10 000 habitants d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics que la Commune confie à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'elle exploite en régie dotée de l'autonomie financière ;

RAPPELLE que chaque élection municipale s'accompagne du renouvellement des membres de la CCSPL et que cette instance est présidée de plein droit par le Maire pour la durée de son mandat ;

RAPPELLE que la CCSPL comprend des membres de l'assemblée délibérante désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales nommés par l'assemblée délibérante ;

Le Maire propose, si l'ensemble des membres du conseil municipal en est d'accord, de procéder à un vote à main levée et, en concertation avec le groupe de l'opposition, de ne proposer qu'une liste commune. Les membres du conseil municipal acceptent cette proposition.

PROPOSE au conseil municipal :

DE PROCÉDER à l'élection des 6 membres de la CCSPL.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DIRE que, suite à ce vote, les membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux sont désormais les suivants :

1° Les élus :

- le Maire, Président**
- 6 élus désignés selon la représentation proportionnelle :**

- **Madame Jeannine ANTOINE**
- **Monsieur Amédée MATRAIRE**
- **Monsieur Jérôme BOETTI DI CASTANO**
- **Monsieur Jérôme MERLE**
- **Madame Assunta ROSIN BEDIN**
- **Madame Béatrice HEMARD.**

2° Les associations désignées par le conseil municipal à raison d'un représentant par association :

En matière d'environnement : E.N.S. (Association Environnement et Nature à Sassenage)

Dans le domaine sportif : C.N.S. (Club Natation Sassenage)

En matière culturelle : La CITÉ (Centre d'Initiation et d'échange Théâtral de Sassenage)

Pour la protection de la Santé et de la Famille : U.N.R.P.A. (Union des Retraités et Personnes Agées)

Pour la circulation et les usagers de la voie publique : A.D.T.C. (Association pour le Développement des Transports en Commun).

DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE À LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE EAU DE GRENOBLE
--

Christian COIGNÉ,

VU les dispositions du livre II du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes ;

VU les articles L 1521-1 à L 1525-3, et L1531-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération en date du 26 septembre 2013 relative à la participation de la Commune de Sassenage au projet de création d'une Société Publique Locale (SPL) dans le domaine du service public de l'eau potable ;

VU la délibération de la Commune de Sassenage du 7 novembre 2013 relative à l'approbation des statuts de la SPL Eau de Grenoble, à la prise de participation et à la désignation de représentants au sein de cette société ;

VU les délibérations de la Commune de Sassenage du 16 décembre 2013 relatives à la signature des contrats de production, distribution et exploitation du service public de l'eau potable avec la SPL Eau de Grenoble ;

RAPPELLE qu'il a été décidé de confier le service public de l'eau potable de la commune, production, distribution et exploitation à la SPL Eau de Grenoble ;

INDIQUE que, suite au renouvellement général des conseillers municipaux, il convient que le conseil municipal désigne en son sein le ou les représentants de la commune dans les instances de la SPL : comité d'orientation stratégique, conseil d'administration et assemblée générale ;

PROPOSE au conseil

DE DESIGNER Monsieur Christian COIGNÉ au comité d'orientation stratégique,

DE DESIGNER Christian COIGNÉ au conseil d'administration,

DE DESIGNER Christian COIGNÉ à l'assemblée générale,

D'AUTORISER l'administrateur représentant la Ville de Sassenage à exercer, à titre gratuit, les mandats qui pourraient leur être délégués par le Président ou le conseil d'administration de la Société Publique Locale "Eau de Grenoble",

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer l'ensemble des documents et actes afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelynne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE DESIGNER Monsieur Christian COIGNÉ au comité d'orientation stratégique,

DE DESIGNER Christian COIGNÉ au conseil d'administration,

DE DESIGNER Christian COIGNÉ à l'assemblée générale,

D'AUTORISER l'administrateur représentant la Ville de Sassenage à exercer, à titre gratuit, les mandats qui pourraient leur être délégués par le Président ou le conseil d'administration de la Société Publique Locale "Eau de Grenoble",

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer l'ensemble des documents et actes afférents.

<p align="center">DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AUPRÈS DE TERRITOIRES 38</p>

Christian COIGNÉ,

CONSIDERANT que la Ville de Sassenage est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte (SAEM) Territoires 38 et participe à son capital ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, après chaque élection municipale, de procéder à la désignation des élus de la commune qui siégeront au sein des assemblées d'actionnaires et du conseil d'administration de Territoires 38 ;

PRECISE que le représentant pourra faire acte de candidature comme représentant de l'assemblée spéciale au sein du conseil d'administration et accepter toutes fonctions ou tous mandats qui pourraient lui être confiés par les instances de Territoires 38 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DESIGNER comme représentant de la commune au sein de la SAEM Territoires 38 pour siéger aux différentes assemblées :

Monsieur Amédée MATRAIRE.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DESIGNER comme représentant de la commune au sein de la SAEM Territoires 38 pour siéger aux différentes assemblées :

Monsieur Amédée MATRAIRE.

DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DE LA SPL ISÈRE AMÉNAGEMENT

Christian COIGNÉ,

VU la délibération du conseil municipal en date du 21 février 2011 d'adhésion à la Société Publique Locale (SPL) Isère Aménagement et d'engagement de participation au capital ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, après chaque élection municipale, de procéder à la désignation des élus de la commune qui siègeront aux assemblées de la SPL Isère aménagement ;

PRECISE que le représentant titulaire de la commune représentera la collectivité aux assemblées spéciales et pourra accepter toutes fonctions ou tous mandats qui lui seraient confiés par les instances de la SPL Isère aménagement. Il sera le garant du contrôle analogue conformément à l'article 30 des statuts de la SPL et pourra être amené à faire acte de candidature comme représentant de l'assemblée spéciale au conseil d'administration ;

PRECISE que le représentant suppléant pourra également attester du contrôle analogue ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DESIGNER comme représentants de la commune au sein de la SPL Isère aménagement :

Titulaire : Monsieur Amédée MATRAIRE
Suppléant : Monsieur Christian COIGNÉ.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA -**

Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN
BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO -
Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel
D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette
GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel
BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice
HEMARD

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DESIGNER comme représentants de la commune au sein de la SPL Isère
aménagement :

Titulaire : Monsieur Amédée MATRAIRE
Suppléant : Monsieur Christian COIGNÉ.

<p align="center">DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU SEDI</p>

Christian COIGNÉ,

VU la délibération du conseil municipal en date du 29 septembre 1998 pour le transfert de la
compétence d'autorité concédante pour la distribution publique de gaz au Syndicat des
Energies du Département de l'Isère (SEDI) ;

VU la délibération en date du 14 janvier 2005 de la Ville de Sassenage concernant le
transfert de la maîtrise d'ouvrage des travaux au titre de l'électricité et du gaz au SEDI ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, après chaque élection municipale, de procéder à la
désignation des élus de la commune qui siégeront au comité syndical ;

RAPPELLE que le SEDI est un syndicat mixte qui exerce pour le compte des communes
adhérentes la compétence d'autorité organisatrice des services publics de distribution
d'électricité et de gaz ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DESIGNER comme représentants de la commune au SEDI :

Titulaire : Monsieur Amédée MATRAIRE
Suppléant : Monsieur Jérôme BOETTI DI CASTANO

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyn ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DESIGNER comme représentants de la commune au SEDI :

Titulaire : Monsieur Amédée MATRAIRE

Suppléant : Monsieur Jérôme BOETTI DI CASTANO

DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AU COMITÉ SYNDICAL DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERCORS
--

Christian COIGNÉ,

INDIQUE qu'il est nécessaire, après chaque élection municipale, de procéder à la désignation des élus qui représenteront la commune et siégeront au comité syndical du Parc naturel régional du Vercors ;

PRECISE que ces représentants seront amenés à élire la nouvelle équipe dirigeante du Parc ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DÉSIGNER comme représentants de la Ville de Sassenage pour siéger au comité syndical du Parc naturel régional du Vercors :

Titulaire : Monsieur Philippe EVRARD

Suppléant : Madame Sandrine VITALI.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DÉSIGNER comme représentants de la Ville de Sassenage pour siéger au comité syndical du Parc naturel régional du Vercors :

Titulaire : Monsieur Philippe EVRARD

Suppléant : Madame Sandrine VITALI.

DGS- ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLÈGE FLEMING
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article R421-14 du Code de l'éducation concernant la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement ;

RAPPELLE que le conseil d'administration d'un collège est l'assemblée qui prend les grandes décisions de la vie du collège et est composé :

- de représentants de l'administration de l'établissement,
- de représentants élus des personnels de l'établissement,
- de représentants élus des parents d'élèves,
- de représentants élus des élèves,
- d'un représentant de la collectivité territoriale de rattachement,
- de trois représentants de la commune siège de l'établissement ou, lorsqu'il existe un groupement de communes, d'un représentant du groupement de communes et deux représentants de la commune siège ;

INDIQUE qu'il est nécessaire, après chaque élection municipale, de procéder à la désignation des élus de la commune qui siégeront au conseil d'administration du collège Alexandre Fleming pour représenter la Ville de Sassenage ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DÉSIGNER comme représentants de la commune auprès du conseil d'administration du Collège Fleming :

Titulaire : Madame Florence FECHOZ CHRISTOPHE

Suppléant : Madame Evelyne ARNAUD.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DÉSIGNER comme représentants de la commune auprès du conseil d'administration du Collège Fleming :

Titulaire : Madame Florence FECHOZ CHRISTOPHE

Suppléant : Madame Evelyne ARNAUD.

<p align="center">DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LYCÉE ROGER DESCHAUX</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article R.421-14 du Code de l'éducation concernant la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement ;

RAPPELLE que le conseil d'administration d'un lycée est l'assemblée qui prend les grandes décisions de la vie du lycée et est composé :

- de représentants de l'administration de l'établissement,
- de représentants élus des personnels de l'établissement,
- de représentants élus des parents d'élèves,
- de représentants élus des élèves,

- d'un représentant de la collectivité territoriale de rattachement,
- de trois représentants de la commune siège de l'établissement ou, lorsqu'il existe un groupement de communes, d'un représentant du groupement de communes et deux représentants de la commune siège ;

INDIQUE qu'il est nécessaire, après chaque élection municipale, de procéder à la désignation des élus de la commune qui siégeront au conseil d'administration du lycée Roger Deschaux pour représenter la Ville de Sassenage ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DÉSIGNER comme représentants de la commune auprès du conseil d'administration du lycée Roger Deschaux :

Titulaire : Madame Florence FECHOZ CHRISTOPHE

Suppléant : Madame Evelyne ARNAUD.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DÉSIGNER comme représentants de la commune auprès du conseil d'administration du lycée Roger Deschaux :

Titulaire : Madame Florence FECHOZ CHRISTOPHE

Suppléant : Madame Evelyne ARNAUD.

<p>DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE ISÈRE DRAC ROMANCHE</p>
--

Christian COIGNÉ,

CONSIDERANT que la Ville de Sassenage est membre de l'Association Départementale Isère Drac Romanche (ADIDR) ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, après chaque élection municipale, de procéder à la désignation du représentant de la commune qui siègera à l'assemblée générale de l'association ;

PRECISE, qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Etat du 28 octobre 1986, le représentant peut être choisi en dehors des membres du conseil municipal ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE DESIGNER comme représentant de la commune au sein de l'Association Départementale Isère Drac Romanche (ADIDR) :

Monsieur Jean-Philippe VEAU.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE DESIGNER comme représentant de la commune au sein de l'Association Départementale Isère Drac Romanche (ADIDR) :

Monsieur Jean-Philippe VEAU.

DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS ISÈRE AVENIR
--

Christian COIGNÉ,

CONSIDERANT que la Ville de Sassenage renouvelle en 2014 son adhésion au conservatoire d'espaces naturels Isère Avenir ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, après chaque élection municipale, de procéder à la désignation des élus de la commune qui siègeront au sein du conseil d'administration du conservatoire ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DESIGNER comme représentants de la commune au sein du conservatoire d'espaces naturels Isère Avenir :

Titulaire : Monsieur Jérôme BOETTI DI CASTANO

Suppléant : Monsieur Clément CHASSAING.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DESIGNER comme représentants de la commune au sein du conservatoire d'espaces naturels Isère Avenir :

Titulaire : Monsieur Jérôme BOETTI DI CASTANO

Suppléant : Monsieur Clément CHASSAING.

<p>DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE – REMBOURSEMENT DE FRAIS DE DÉPLACEMENTS À PARIS- ASSOCIATION DES ACTEURS PUBLICS CONTRE LES EMPRUNTS TOXIQUES ET FONDATION DE FRANCE</p>

Séverin BATFROI,

VU les articles L.2123-18 et L.2123-18-1 du Code général des collectivités territoriales stipulant le droit pour tout membre du conseil municipal à un remboursement des frais engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes ;

CONSIDERANT que Monsieur Christian COIGNÉ, Maire de Sassenage, s'est rendu à Paris le mercredi 9 avril 2014 pour représenter la Commune à deux rendez-vous : l'un auprès de l'association des acteurs publics contre les emprunts toxiques et l'autre auprès de la Fondation de France, et que les frais engagés pour ces déplacements peuvent être remboursés sur justificatifs ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER le remboursement des frais occasionnés sur présentation des justificatifs à Monsieur Christian COIGNÉ, Maire de Sassenage.

La dépense sera imputée sur le compte gestionnaire PERSO/6532/PNA.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER le remboursement des frais occasionnés sur présentation des justificatifs à Monsieur Christian COIGNÉ, Maire de Sassenage.

La dépense sera imputée sur le compte gestionnaire PERSO/6532/PNA.

DGASP – PÔLE CULTUREL – CRÉATION D'UN TARIF HORAIRE POUR LA LOCATION DU THÉÂTRE EN ROND
--

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2144-3 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales précisant que la fixation du montant de la contribution financière due par l'administré pour l'utilisation d'un local communal relève du conseil municipal ;

VU la délibération en date du 30 juin 2008 instituant des tarifs de location pour le Théâtre en rond, situé 6 rue François Gerin à Sassenage ;

VU la décision n°2013-139 en date du 6 décembre 2013 fixant les tarifs de location du Théâtre en Rond, à la journée et à la demi-journée, pour la saison 2013-2014 ;

CONSIDERANT que le Théâtre en Rond est parfois loué à la journée ou à la demi-journée, mais qu'il n'existe actuellement pas de tarification à l'heure ;

CONSIDERANT la demande de certaines entreprises de louer le Théâtre en Rond pour une durée de une à deux heures maximum, pour la tenue de réunions ;

INDIQUE la nécessité de créer un tarif de location du Théâtre en Rond à l'heure et de déterminer sa tarification ;

PRECISE que, en dehors de la présence d'un régisseur du Théâtre en Rond présent obligatoirement, les tarifs de location n'incluent pas le personnel technique supplémentaire nécessaire au montage et au démontage du spectacle, personnel qui doit être en nombre et en qualité conformes au type de manifestation organisée,

PRECISE que pour toute location, la convention de prêt stipule qu'une ou deux personnes de l'organisation devront rester en permanence à l'entrée du bâtiment (hall) durant toute la manifestation et seront aptes à prendre toute décision relative à la sécurité et au bien être du public accueilli,

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER les tarifs de location du Théâtre en Rond comme indiqué ci-dessous,

A la journée, de 8h à minuit :

	Avec prestation Régisseur sonorisation et éclairage (par exemple : Spectacle, cinéma, arbre de Noël, réunion, congrès)		
	En € HT	En € TTC (TVA 19,6 %)	Gaution en €
Entreprise privée, Comité d'entreprise, candidat à campagne électorale			
Siège social sur Sassenage	1142	1 365	800
Siège social hors Sassenage	1756	2 100	1400
Association loi 1901, ou école			
Siège social sur Sassenage	Gratuit	Gratuit	/
Siège social hors Sassenage	1505	1 800	1200
Promoteur de spectacle			
Siège social sur Sassenage	1756	2 100	1400
Siège social hors Sassenage	2195	2 625	1700

Forfait demi-journée, de 12h à minuit :

	Avec prestation Régisseur sonorisation et éclairage (par exemple : Spectacle, cinéma, arbre de Noël, réunion, congrès)		
	En € HT	En € TTC (TVA 19,6 %)	Gaution en €
Entreprise privée, Comité d'entreprise, candidat à campagne électorale			
Siège social sur Sassenage	527	630	400
Siège social hors Sassenage	878	1 050	700
Association loi 1901, ou école			
Siège social sur Sassenage	Gratuit	Gratuit	/
Siège social hors Sassenage	753	900	600

Promoteur de spectacle			
Siège social sur Sassenage	878	1 050	700
Siège social hors Sassenage	1054	1 260	800

A l'heure :

	Avec prestation Régisseur sonorisation et éclairage (par exemple : réunion, congrès etc..)		
	En € HT	En € TTC (TVA 20 %)	Caution en €
Entreprise privée, Comité d'entreprise, candidat à campagne électorale			
Siège social sur Sassenage	120	150	240
Siège social hors Sassenage	200	250	340
Association loi 1901, ou école			
Siège social sur Sassenage	Gratuit	Gratuit	/
Siège social hors Sassenage	100	125	170
Promoteur de spectacle			
Siège social sur Sassenage	120	150	240
Siège social hors Sassenage	216	270	360

D'INSCRIRE les recettes sur le compte CULT/THER/752.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les tarifs de location du Théâtre en Rond comme indiqué ci-dessus,

D'INSCRIRE les recettes sur le compte CULT/THER/752.

DGASP – PÔLE FEE – RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CENTRES DE LOISIRS DE LA VILLE DE SASSENAGE

Christine DURAND,

INDIQUE que les services Enfance, Sports et Jeunesse organisent des centres de loisirs pour les enfants et adolescents ;

INDIQUE que les familles inscrivant leurs enfants aux activités des centres de loisirs doivent respecter le règlement intérieur de ces accueils collectifs de mineurs ;

CONSIDERANT la législation en vigueur pour le fonctionnement des centres de loisirs et qu'il est nécessaire d'actualiser le règlement intérieur de ces établissements ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER le nouveau règlement à faire signer à chaque famille inscrivant son enfant sur les accueils collectifs de mineurs de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ADOPTER le nouveau règlement à faire signer à chaque famille inscrivant son enfant sur les accueils collectifs de mineurs de la Ville de Sassenage.

DGASP - PÔLE FEE - PETITE ENFANCE - MULTI-ACCUEIL LES LUCIOLES - CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA MAIRIE ET LA SNCF

Christine DURAND,

VU l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT la demande d'accueil en occasionnel d'un enfant dont la famille dépend du régime SNCF ;

INDIQUE que la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) verse à la Commune une Prestation de Service Unique (PSU) uniquement pour l'accueil des enfants allocataires CAF ;

PRECISE que, sur le même principe, la SNCF propose à la Commune la signature d'une convention d'objectifs et de financement qui ouvre des droits au versement d'une prestation pour l'accueil des enfants dépendant du régime SNCF ;

INDIQUE que cette convention définit et encadre les modalités d'accueil des enfants et du versement de la prestation à la Commune ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la SNCF la convention d'objectifs et de financement.

Les recettes seront inscrites sur le budget principal 2014 de la ville, à l'article 7478.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la SNCF la convention d'objectifs et de financement.

Les recettes seront inscrites sur le budget principal 2014 de la ville, à l'article 7478.

**DGASP - PÔLE FEE - PETITE ENFANCE - MULTI-ACCUEIL LES LUCIOLES -
CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA MAIRIE ET LA CAISSE
DE MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE DES ALPES DU NORD (MSA)**

Christine DURAND,

VU l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT la demande d'accueil en régulier d'un enfant dont la famille dépend de la caisse de Mutualité Sociale Agricole des Alpes du Nord (MSA) ;

INDIQUE que la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) verse à la Commune une Prestation de Service Unique (PSU) uniquement pour l'accueil des enfants allocataires CAF ;

PRECISE que, sur le même principe, la MSA propose à la Ville de Sassenage la signature d'une convention d'objectifs et de financement qui ouvre des droits au versement d'une prestation pour l'accueil des enfants dépendant du régime MSA ;

INDIQUE que cette convention définit et encadre les modalités d'accueil des enfants et du versement de la prestation à la Commune ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la MSA la convention d'objectifs et de financement.

Les recettes seront inscrites sur le budget principal 2014 de la ville, à l'article 7478.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la MSA la convention d'objectifs et de financement.

Les recettes seront inscrites sur le budget principal 2014 de la ville, à l'article 7478.

DGASP - PÔLE FEE - PETITE ENFANCE - RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE
--

Christine DURAND,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT la possibilité d'obtenir auprès du conseil général de l'Isère une aide forfaitaire annuelle au fonctionnement du Relais Assistantes Maternelles (RAM) sous réserve de la constitution d'un dossier de demande de subvention ;

PRECISE que cette aide participe à la mise en place d'actions d'information et de soutien envers les assistantes maternelles et les familles et que le montant de la subvention pour un relais fonctionnant à temps plein est de 3 048,98 € pour l'année 2014 ;

CONSIDERANT qu'un élément de ce dossier est le document de décision de l'assemblée délibérante sollicitant cette aide auprès du conseil général de l'Isère ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE SOLLICITER une aide financière de 3 048,98 € auprès du conseil général de l'Isère,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE SOLLICITER une aide financière de 3 048,98 € auprès du conseil général de l'Isère,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention.

DGASP - PÔLE FEE – SERVICE SCOLAIRE - PROJETS PÉDAGOGIQUES ET CLASSES DE DÉCOUVERTE - PARTICIPATION COMMUNALE 2014

Christine DURAND,

RAPPELLE que la liste des projets pédagogiques et classes de découverte des écoles de la Commune pour l'année scolaire 2013/2014 a été validée lors de la commission extra-municipale en date du 3 décembre 2012 ;

PRECISE que la participation du conseil général de l'Isère pour les activités de l'année N -1 d'un montant de 2 000 € s'ajoute à la somme de 16 500 € prévue initialement ;

PRECISE que lors de la commission extra-municipale, il a été décidé de répartir cette somme comme suit :

- 1 000 € ajoutés à la somme de 9 000 €, soit 10 000 € prévu pour les « gros projets avec nuitées »,
- 1 000 € ajoutés à la somme de 7 500 €, soit 8 500 € pour les « petits projets sans nuitée » à répartir selon le nombre d'élèves de chaque école (soit 6.73 par élève) ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ALLOUER les sommes ci-après pour les projets pédagogiques et les classes de découverte pour l'année scolaire 2013/2014 :

GROS PROJETS (avec nuitée) - Budget : 9 998 €						
	Ecole / Nom de l'enseignant	Nombre d'élèves	Projet pédagogique	Coût total du projet	Participation demandée la Mairie	Participation accordée par la Mairie
1	Ecole élémentaire Rivoire de la Dame BERGONZOLI	26	Sortie Chichilianne - 2 jours et 1 nuit	1 390.00€	670.00 €	638.00 €
2	Ecole élémentaire Vercors MARTIN COCHER	27	Classe découverte à Villard de Lans - 4 jours et 3 nuits	5 551.50 €	4 201.50 €	1 990.00 €
3	Ecole élémentaire Vercors MOUSSET	28	Classe découverte à Chevières - 4 jours et 3 nuits	5 100.00 €	1 800.00 €	2 063.00 €

4	Ecole élémentaire Hameau du Château BONNET et CACCIALI	54	Classe transplantée péniche - 5 jours et 4 nuits	14 700.00 €	6 900.00 €	5 307.00 €
PETITS PROJETS (sans nuitée) - Budget : 8 493.26€						
5	Ecole maternelle Hameau du Château MACABIES DAZY BRUNO RAMEAU Grande section	36	Théâtre ombres chinoises	854.00 €	854.00 €	
Sous Total école maternelle Hameau du Château – 98 élèves						659.54 €
6	Ecole élémentaire Hameau du Château GUICHON VEYRET	48	Ecole et cinéma	705.00 €	500.00 €	
7	Ecole élémentaire Hameau du Château BROUTIN et STRAZZERI	51	Sortie au musée archéologique de Paladru	706.00€	600.00€	
8	Ecole élémentaire Hameau du Château GUICHON et CACCIALI BONNET	102	Sortie ENS - découvrir et analyser des espaces naturels	4 300.00€	500.00€	
Sous Total école élémentaire Hameau du Château – 156 élèves						1 049.88 €
9	Ecole maternelle des Pies Toutes les classes	208	Construire la notion de temps en maternelle	3 500.00 €	2 500.00 €	
Sous Total école maternelle des Pies – 208 élèves						1 399.84 €
10	Ecole élémentaire des Pies BALLOCHI	94	Sorties parc du Vercors	1 600.00 €	750.00 €	

	BOUCHER BOUVIER et RIVOIRE					
11	Ecole élémentaire des Pies RIVOIRE et DUMORTIER	47	Prix incorruptibles des	730.00 €	350.00€	
12	Ecole élémentaire des Pies MARTY et JOUGLARD	54	Initiation au jeu d'échecs	1 010.00€	400.00 €	
13	Ecole élémentaire des Pies COSSON / SUBLET VOULET RIPERT DOUTRELEAU / BONTA	105	Citoyenneté - écriture scénario	3 277.00	780.00	
Sous Total école élémentaire des Pies – 276 élèves						1 857.48 €
14	Ecole maternelle Rivoire de la dame MAITREJEAN BERTET	48	les différents milieux de vie	1 340.00 €	690.00 €	
Sous Total école maternelle Rivoire de la Dame – 48 élèves						323.04 €
15	Ecole élémentaire Rivoire de la dame COLOMBANI	24	Spectacle de Noël 2013	4 300.00 €	160.00 €	
16	Ecole élémentaire Rivoire de la Dame STALPERS BERGONZOLI	51	Projet sculpture	580.00 €	352.41 €	
17	Ecole élémentaire Rivoire de la dame JOUANNEAU	29	La 1ere guerre mondiale 14-18	320.00 €	200.00 €	
Sous Total école élémentaire Rivoire de la Dame – 103 élèves						693.19 €

18	Ecole maternelle Vercors GUILLOT	31	Projet sur l'eau	920.00 €	200.00 €	
19	Ecole maternelle Vercors PUEL	29	L'eau à Sassenage et ailleurs	650.00 €	300.00 €	
20	Ecole maternelle Vercors PERRIN	28	L'eau qui nous entoure	620.00 €	400.00 €	
21	Ecole maternelle Vercors BENOIT	30	Projet sur l'eau	920.00 €	200.00 €	
22	Ecole maternelle Vercors CREMER	28	Devenir des petits cuisiniers	497.46 €	184.45 €	
Sous Total école maternelle Vercors – 146 élèves						982.58 €
23	Ecole élémentaire Vercors DUPORT ROSAND	28	Spectacle de Noël 2013	4 300.00 €	160.00 €	
24	Ecole élémentaire Vercors DUPORT ROSAND SIFI MONDELAIN	80	Spectacle d'Art visuel au TER	636.00 €	636.00 €	
25	Ecole élémentaire Vercors RIZZATO SALVETE DAVER ROCHEZ	67	Danse en Isère	900.00€	900.00€	
26	Ecole élémentaire Vercors GANDIOLE MARTIN COCHER MOUSSET	81	Théâtre	2 100.00€	900.00€	
Sous Total école élémentaire Vercors – 227 élèves						1 527.71 €
TOTAL GENERAL				57 136.96 €		18 491.26€

Ligne budgétaire en dépense : compte FIN/6574/ASSOC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ALLOUER les sommes ci-après pour les projets pédagogiques et les classes de découverte pour l'année scolaire 2013/2014 selon les tableaux ci-dessus.

Ligne budgétaire en dépense : compte FIN/6574/ASSOC.

DGASP - PÔLE FEE – SERVICE SCOLAIRE - COOPÉRATIVES SCOLAIRES ET DÉLÉGUÉS DÉPARTEMENTAUX – RÉPARTITION 2014

Christine DURAND,

INDIQUE que, suite à la dissolution de l'association du Comité du tiers temps pédagogique, une somme est allouée aux coopératives scolaires afin de pouvoir organiser les activités culturelles précédemment financées par le Comité du tiers temps pédagogique ;

PRECISE que cette somme s'élève à 9 746 €, soit 8 € par enfant ne bénéficiant pas des sorties de ski de fond (912 enfants) et 7 € par enfant bénéficiant des sorties de ski de fond (350 enfants) ;

PRECISE que la répartition entre les différentes coopératives scolaires s'effectue de la façon suivante :

ECOLE PRIMAIRE :	HAMEAU	PIES	RIVOIRE	VERCORS
Nombre d'élèves du 1 ^{er} cycle	73	171	49	119
Subvention coopérative pour les enfants du 1 ^{er} cycle (8 €/enfant)	8 € x 73 = 584 €	8 € x 171 = 1 368 €	8 € x 49 = 392 €	8 € x 119 = 952 €
Nombre d'élèves du 2 ^{ème} cycle	83	105	54	108
Subvention coopérative pour les enfants du 2 ^{ème} cycle (7€/enfant)	7 € x 83 = 581 €	7 € x 105 = 735 €	7 € x 54 = 378 €	7 € x 108 = 756 €

ECOLE MATERNELLE :	HAMEAU	PIES	RIVOIRE	VERCORS
Nombre d'élèves de maternelle	98	208	48	146
Subvention coopérative pour les enfants du 1 ^{er} cycle (8€/enfant)	8 € x 98 = 784 €	8 € x 208 = 1 664 €	8 € x 48 = 384 €	8 € x 146 = 1 168 €

INDIQUE également qu'il convient d'allouer pour l'année 2014 aux délégués départementaux de l'Education Nationale une subvention de 200 € ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ALLOUER aux coopératives scolaires la somme de 9 746 € correspondant à des activités culturelles pour l'année scolaire 2013/2014 selon la répartition indiquée ci-dessus,

D'ALLOUER la somme de 200 € aux délégués départementaux de l'Education Nationale.

Ligne budgétaire en dépense : compte FIN/6574/ASSOC du budget principal de la Ville.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ALLOUER aux coopératives scolaires la somme de 9 746 € correspondant à des activités culturelles pour l'année scolaire 2013/2014 selon la répartition indiquée ci-dessus,

D'ALLOUER la somme de 200 € aux délégués départementaux de l'Education Nationale.

Ligne budgétaire en dépense : compte FIN/6574/ASSOC du budget principal de la Ville.

<p align="center">DGASP - PÔLE FEE – SERVICE SCOLAIRE - CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES CLASSES D'INTÉGRATION SPÉCIALISÉES</p>

Christine DURAND,

VU les articles L.112-1 à 4 et l'article L.351-1 du Code de l'éducation ;

VU les articles D.112-1 à 3 et les articles D.351-3 à 32 du Code de l'éducation ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la circulaire n° 2009-087 du 17 juillet 2009, parue au BO n°31 du 27 août 2009, sur la scolarisation des élèves handicapés à l'école primaire ; actualisation de l'organisation des classes pour l'inclusion scolaire (CLIS) ;

CONSIDERANT que la Ville de Fontaine sollicite auprès des communes une participation financière pour les enfants domiciliés hors de Fontaine qu'elle accueille dans les classes d'intégration spécialisées (CLIS) ;

CONSIDERANT qu'au titre de l'année scolaire 2012-2013 deux enfants sassenageois étaient scolarisés dans une école à Fontaine ;

INDIQUE que le montant de la participation de la Commune de Sassenage pour 1 enfant s'élève à 1 033.27 €, soit 2 066.54 € pour 2 enfants ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 2 066.54 € correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2012-2013 pour deux enfants sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 2 066.54 € correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2012-2013 pour deux enfants sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574.

DGASP - PÔLE VIE DE LA CITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE DE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION USS FOOTBALL
--

Séverin BATFROI,

VU la loi du 12 avril 2000 qui concerne les droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration, et notamment son article 10 ;

VU le décret d'application du 6 juin 2001 ;

VU la délibération du conseil municipal du 15 avril 2014 relative aux subventions accordées aux associations pour l'année 2014 ;

CONSIDERANT que le conseil municipal a accordé une subvention de 23 500 € à l'association USS Football au budget primitif 2014 ;

CONSIDERANT que le montant de cette subvention est supérieur à 23 000 € et qu'il convient d'établir une convention entre la Commune de Sassenage et l'USS Football et d'autoriser le Maire à la signer;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer une convention relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement, effective à compter du 15 avril 2014, avec le Président de l'association USS Football ou son représentant, et de permettre ainsi le versement en deux fois de cette subvention.

La dépense sera imputée sur gestionnaire FIN/6574/ASSOC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer une convention relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement, effective à compter du 15 avril 2014, avec le Président de l'association USS Football ou son représentant, et de permettre ainsi le versement en deux fois de cette subvention.

La dépense sera imputée sur gestionnaire FIN/6574/ASSOC.

DGASP - PÔLE VIE DE LA CITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE DE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION SASS'PARTAGE
--

Jérôme MERLE,

VU la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10 précisant que l'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ;

VU le décret d'application du 6 juin 2001 ;

VU la délibération du conseil municipal du 15 avril 2014 relative aux subventions accordées aux associations pour l'année 2014 ;

CONSIDERANT que le conseil municipal a accordé une subvention de 43 000 € à l'association Sass'partage au budget primitif 2014 ;

CONSIDERANT que le montant de cette subvention est supérieur à 23 000 € et qu'il convient d'établir une convention entre la Commune de Sassenage et l'association Sass'partage et d'autoriser le Maire à la signer ;

CONSIDERANT que l'objet de cette subvention est de permettre le bon fonctionnement de l'association ;

CONSIDERANT que cette subvention est accordée sous réserve que l'association fournisse chaque année son compte de résultats et la liste de ses projets pour l'année ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer une convention relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement, effective à compter du 15 avril 2014, avec le Président de l'association Sass'partage ou son représentant, et de permettre ainsi le versement en deux fois de cette subvention.

La dépense sera imputée sur gestionnaire FIN/6574/ASSOC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer une convention relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement, effective à compter du 15 avril 2014, avec le Président de l'association Sass'partage ou son représentant, et de permettre ainsi le versement en deux fois de cette subvention.

La dépense sera imputée sur gestionnaire FIN/6574/ASSOC.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

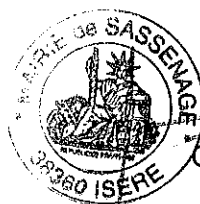
POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 16 avril 2014

Le Maire certifie le caractère
exécutoire de la présente délibération

Affiché le 18/04/2014

Reçue en Préfecture le 17/04/2014

Affichage le : 18 avril 2014



Le Maire

Christian COIGNÉ.